

Quels sont les facteurs clés qui définissent les économies et par conséquent, les cultures
en France et aux États-Unis?

By

Paige Jacquelyn Valchuis

* * * * *

Submitted in partial fulfillment
of the requirements for
Honors in the Department of French

UNION COLLEGE
June 2012

ABSTRACT

VALCHUIS, PAIGE Quels sont les facteurs clés qui définissent les économies et par conséquent, les cultures en France et aux États-Unis?

ADVISOR : Charles Batson

Ma thèse examine la question de comment la structure du travail, le gouvernement et les politiques affectent le travail et le loisir en France et aux États-Unis. Les structures d'économie créent des cultures différentes qui montrent des principes importants d'un pays. Souvent, les économistes examinent le PIB quand ils font une comparaison des économies des pays, cependant le PIB n'est pas le seul facteur pour une analyse des pays. D'outre, le processus de recherche de ma thèse m'a appris que le PIB ne calcule pas les activités où aucun échange d'argent n'est effectué.

De plus, cette étude examine des statistiques du PIB, le taux de chômage, les revenus, les heures travaillées, les impôts, les règles, les gouvernements, les politiques et le loisir pour faire une vraie analyse complète de la France et les États-Unis. L'allocation de l'argent illustre des choses significatives de chaque pays. Cette analyse montre la capacité d'accepter des cultures et types d'« atouts » différents. En fin, une critique d'une économie d'un pays n'est pas possible sans des liens à la culture, et j'ai appris ça pendant la recherche de ma thèse. Une comparaison de l'économie française et l'économie américaine n'a pas de besoin d'une conclusion qui répond à la question de « Qui est le meilleur pays? ». Cette étude illustre la signifiante d'analyser non seulement le PIB d'un pays, mais tous les facteurs qui forment la culture et la société d'un pays.

LE PLAN

Le Premier Chapitre: *Statistiques*

A. Une Comparaison d'emploi et le PIB français vers le PIB américain

- A. Le PIB en France & le taux de chômage
- B. Le taux de chômage aux États-Unis
- C. La population des chômeurs (la France et les États-Unis)
- D. Inégalité des revenus

B. L'imposition en France

C. Heures travaillées

- A. Heures travaillées (en France et aux États-Unis) et la productivité
- B. Les effets de la loi
- C. Les différences du temps de travail (en France et aux États-Unis)
- D. Facteurs du temps de travail

Le Deuxième Chapitre : *Politiques*

Les Règles et Reformes

- A. La réforme des retraites (en France)
- B. Les règles et détails de la réforme
- C. Les effets familiaux
- D. Les liens entre le gouvernement, des règles et l'espérance de vie

Les liens des deux gouvernements et économies & Les interactions de Sarkozy

- A. L'influence politique de Sarkozy : Les réformes de l'TVA et le semaine de travail
- B. Les effets de la puissance de Sarkozy
- C. Une comparaison d'exemples de l'aide gouvernementale en France et aux États-Unis

Le Troisième Chapitre : *Le loisir versus le travail*

- A. Les avis de Pascal Baudry : Une comparaison des cultures française et américaine
- B. Les rapports du minimalisme et du matérialisme avec la culture et le temps libre
- C. Le système du gouvernement français
- D. Les dépenses de santé par rapport au PIB

Le Quatrième Chapitre : *Les liens du bien-être et des dépenses de santé*

- A. La santé d'un pays : Les campagnes de nourriture
- B. Les interprétations des atouts en France et aux États-Unis

Le Premier Chapitre

L'introduction de la recherche de ma thèse

La France et les Etats-Unis ont les économies différentes qui sont des exemplifications de leurs politiques, gouvernements, sociétés et cultures. Ma thèse examine la question de comment la structure du travail, le gouvernement et les politiques affectent le travail et le loisir. Les structures d'économie en France et aux États-Unis créent des cultures différentes qui montrent des principes importants d'un pays. Souvent, les économistes examinent le PIB quand ils font une comparaison des économies des pays, cependant le PIB n'est pas le seul facteur pour une analyse des pays. Selon Wikipédia, le PIB mesure les richesses créées dans un endroit donné pendant une période donnée (Darwin, 2011). Cette définition sous-entend que tout ce que le PIB mesure crée de la richesse et que d'autres indicateurs n'est pas important. Il y a des limites du PIB et en réalité, le PIB mesure la valeur monétaire de l'ensemble de la production comptabilisée d'un pays. D'outre, le processus de recherche de ma thèse m'a appris que le PIB ne calcule pas les activités où aucun échange d'argent n'est effectué. Un repas pris et préparé à la maison contribue beaucoup moins au PIB qu'un repas pris au restaurant, où on doit payer en plus pour les salaires des travailleurs. Cette thèse montre que le PIB et beaucoup d'autres facteurs affectent de l'économie et par conséquent, la culture d'un pays. Ma thèse examine le PIB, le taux de chômage, les revenus, les heures travaillées, les impôts, les règles, les gouvernements, les politiques et le loisir pour faire une vraie analyse complète de la France et les États-Unis. L'allocation de l'argent illustre des choses significatives de chaque pays.

Par exemple, le gouvernement français disperse beaucoup de l'argent pour des dépenses de santé et donc, le bien-être, le temps familial, le loisir, la forte espérance de vie et la bonne santé sont quelques valeurs qui distinguent la France des autres pays. Au même temps, les États-Unis se distinguent des autres pays pour leurs fortes statistiques du PIB, les gros revenus, les grandes maisons et les heures longues de travail. Finalement, cette thèse ne suggère pas de quel pays est meilleur, c'est une analyse qui illustre des liens proches entre d'économie et de culture. La France et les États-Unis démontrent comment des pays différents utilisent d'argent dans des façons diverses à cause de leurs interprétations du mot « atouts ». Cette recherche donne les explications pour des impôts élevés en France et pour des inégalités de revenus en France et aux États-Unis. De plus, j'analyse une nouvelle étude qui contribue à la comparaison d'une économie européenne et une économie américaine.

Le PIB en France & le taux de chômage

D'après des données de l' « OCED (2011) », les économies françaises et américaines récupèrent légèrement de la récession, mais dans des façons différentes. Depuis 2009, le PIB provincial en France a augmenté de \$33,373 en 2009 à \$33,835 en 2010. Encore, le taux de chômage en France a diminué du sommet de la crise pendant le quatrième trimestre de 2009 de 10% à 9.7% pendant le deuxième trimestre de 2011. Pendant la même période du temps, le taux de chômage moyenne de tous les pays dans l'OCED a diminué de 8.8% à 8.2% (OECD, 2011). Les données de L'OCED expliquent qu'il y avait une grande augmentation de la proportion de nouveaux chômeurs en France qui avaient d'accès des bénéfices du chômage au cours du sommet de la crise. En outre,

en France le taux de chômage élevé fait pression sur la nouvelle prestation sociale, « *le Revenu de solidarité active (RSA)* », qui était introduit en juin 2009.

Le taux de chômage aux États-Unis

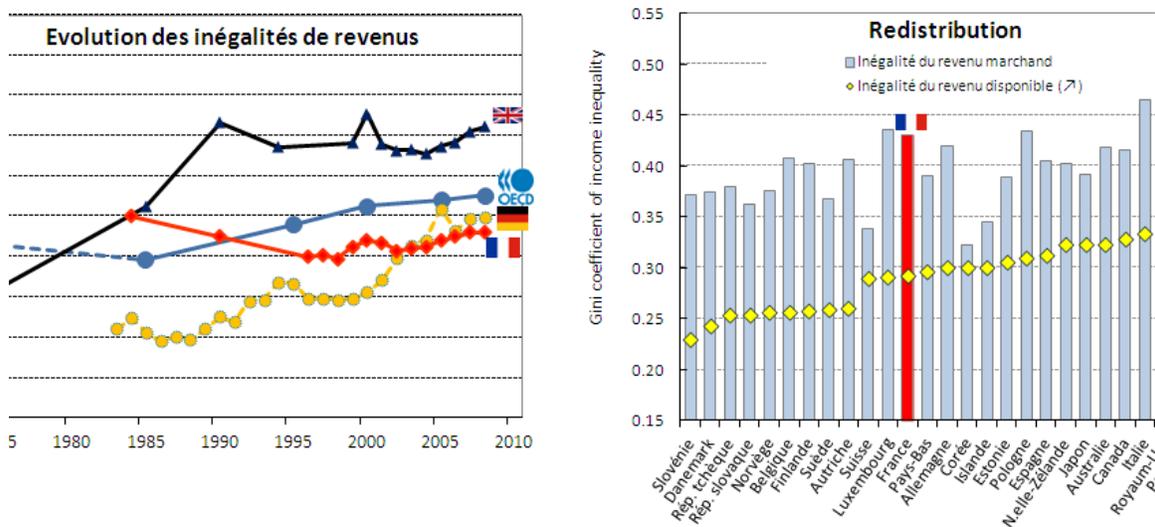
Comme la France, la reprise économique est difficile avec des résultats médiocres sur le marché du travail. Le taux de chômage aux États-Unis a diminué de 10%, à partir de l'apogée de la crise en 2009, à 9.1% pendant le deuxième quartier de 2011. Bien que le taux de chômage aux États-Unis (9.1%) soit inférieur qu'en France (9.7%), le taux de chômage reste plus de double le niveau avant la crise de 4.4% et il semble que la reprise économique est stagnante (OECD, 2011). L'augmentation des chômeurs de longue durée crée des soucis. Alors que le marché du travail américain était caractérisé par un risque faible de chômage de longue durée, ce n'est plus le cas. Le parti des États-Unis des chômeurs qui ont été sans emploi pendant plus de 6 mois a fortement augmenté passant de 17% au début de la crise financière à 43% en août 2011 (OECD, 2011).

La population des chômeurs en France et aux États-Unis

Cette augmentation montre comment les périodes longues de chômage peuvent réduire les perspectives d'emploi d'une façon permanente. Le changement d'opinion est sérieux pour les travailleurs parce que les compétences des travailleurs peuvent se détériorer avec le temps et souvent les chefs d'entreprise préfèrent des candidats qui ont une expérience professionnelle récente (RSA).

Avant la crise, il y avait 40% des chômeurs qui étaient sans emploi depuis plus d'une année, en comparaison avec la proportion de 26% dans l'ensemble de la zone de l'OCED. Le nombre des chômeurs de long terme a augmenté d'environ 30% (OCED

2011). Cette augmentation du nombre de bénéficiaires pourrait sérieusement tester l'efficacité du nouveau programme en donnant de l'aide tandis qu'en améliorant les incitations à travailler et donc, on peut voir une réduction du risque de dépendance aux prestations. Les données de l'OCED (2011) expliquent qu'il y a plusieurs complications du système de travail. Les économistes croient que le taux d'emploi en France est inférieure à la moyenne des pays de l'OCED. De plus, presque la moitié des travailleurs en France estiment que leurs compétences sont mal utilisées.



L'inégalité des revenus

L'inégalité existe toujours en France et les États-Unis. En France, les inégalités de revenus ont augmenté lentement au cours de la dernière décennie. L'écrivain Arnaud Lefranc (1997) a fait une analyse comparative de la France et les États-Unis au sujet de l'évolution du marché du travail en France et aux États-Unis entre 1970 et 1993, mais il y a des détails du passé qui n'ont pas changé aujourd'hui. À long terme, les inégalités salariales globales diminuent en France alors qu'elles augmentent aux États-Unis (Lefranc, 1997). Ceci reflète des mouvements opposés de la distribution des salaires. En général,

l'expérience américaine d'une classe moyenne diminuant illustre une situation contrastée du mouvement de la France vers une augmentation la présence à faibles revenus. Selon les renseignements de l'OCDE, « Le niveau de vie moyen des 10% des Français les plus riches en 2008 était d'environ 61 000 €, 7 fois plus élevé que celui des 10% les plus pauvres avec un niveau de vie de 8 700 € ... La redistribution par les prestations sociales et impôts réduit les inégalités par un peu plus de 30% en France, ce qui est bien supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE de 25% » (OCDE, 2011). D'autre part, on a une redistribution des services qui sont fortes en France. Les dépenses de services publics comme la santé, l'éducation et les soins représentaient 16% du PIB en 2007, au-dessus de la moyenne OCDE (13%). L'OCDE (2011) estime que la valeur de ces services est « de 6 600 € par an, augmentant le revenu annuel moyen à 26 000 € et réduisant les inégalités d'un cinquième ».

L'imposition en France

Une raison pour les inégalités de revenus entre la France et les États-Unis est à cause de l'imposition élevée en France qui diminue des salaires et j'examine ça plus et des liens des impôts qui aide des dépenses sociales dans le troisième chapitre. La France appartient au groupe des pays de l'OCDE ayant des niveaux d'imposition relativement élevés. Selon l'OCDE (2011), les réductions du taux marginal d'imposition supérieure ont d'abord été progressives en France, passant de 60% dans les années 1980 à 53% en 2000, mais le taux a ensuite été abaissé à 40% en 2009. Depuis, ce taux a été augmenté à 41%, et des taxes supplémentaires de 3% (4%) ont été imposées sur les revenus annuels de plus de 250 000€ (500 000€) (OCDE NOTE-PAYS : France, 2011). Ces dernières années, les autorités françaises ont pris de plus en plus conscience des effets négatifs que

le système fiscal peut avoir sur la croissance et l'emploi et des réformes ont été introduites pour améliorer le système fiscale (Leibfritz et O'Brien, 2005).

Les Heures travaillées et la productivité

L'imposition, l'inégalité, le temps de travail dans chaque pays a des effets majeurs sur l'état d'une économie et donc, la culture d'un pays. L'évolution de l'aménagement du temps de travail, à l'incidence sur la performance économique et ce qu'elle signifie pour les responsables des politiques sont importantes pour l'analyse de cette thèse. La loi la plus récente en France a réduit la semaine de travail de 39 à 35 heures en 2000 pour les grandes entreprises et en 2002 pour les petites entreprises (Estevao et Sa, 2008). Quelques analyses des différences entre les salariés de grandes entreprises et petites, avant et après la loi, expliquent que « l'emploi global n'a pas été affecté, mais le chiffre d'affaires a augmenté, car les entreprises se licencient les travailleurs qui sont devenus plus chers » (Martin, Durand et Saint-Martin 2003). Les auteurs, Martin, Durand et Saint-Martin (2003), croient que la loi a créé des avantages financiers accordés aux entreprises qui ont aidé les entreprises à assurer leur équilibre financier. Ce qui veut dire que les lois ont des conséquences variées pour des travailleurs et des chefs d'entreprises. De plus, cette analyse a plusieurs rapports avec les heures travaillées, les revenus, et le temps libres dans le troisième chapitre.

Les effets de la loi

En général, les effets de la réduction de travail sur l'emploi en France sont difficiles à analyser, car il y avait plusieurs effets. La loi sur les « 35 heures » dépasse le cadre d'une simple réduction du temps de travail. On peut voir que les entreprises ont reçu des avantages financiers avec une augmentation de la création d'emploi. En outre,

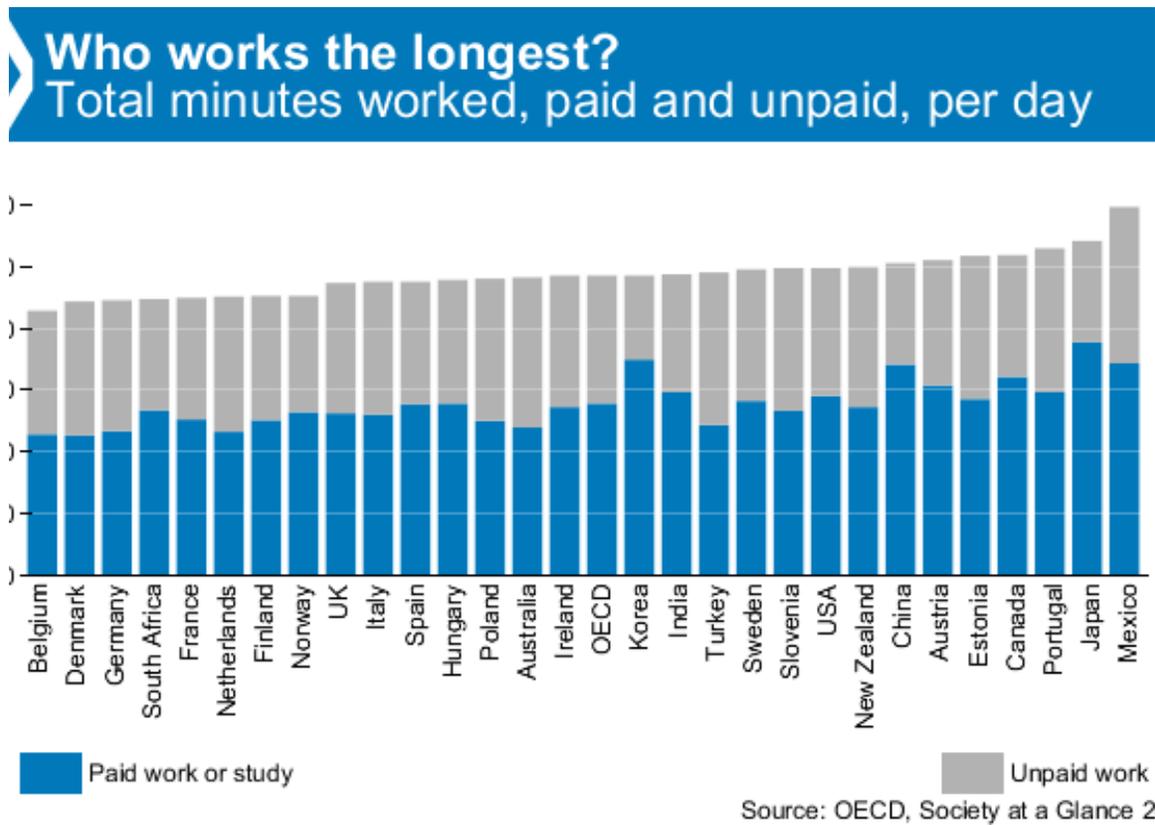
cette loi n'a pas seulement consisté à baisser la durée du travail, elle a également permis aux entreprises de construire les nouveaux horaires de travail. Le passage de 35 heures s'est en effet accompagné d'un changement des horaires de travail qui a concerné un tiers des salariés dans les entreprises (Marin, Durand et Saint-Martin 2003). En général, la réduction du temps de travail a donc entraîné des réorganisations qui ont pu être une source de gains de productivité horaire.

Tandis qu'il y avait des gains en France à cause de la réduction de travail, il y a des impacts négatifs aussi. La réduction du temps de travail a diminué les perspectives de croissance du PIB en France. Dans l'ensemble, la France avait des gains de productivité par actif occupé sur la période 1990-2002, mais ils étaient inférieurs à ceux de ses partenaires européens et aux États-Unis (Cahuc et Carcillo, 2010). La loi a favorisé une augmentation des créations d'emploi en France, mais les statistiques (dans le graphe en dessous) d'emploi restent inférieures des États-Unis et d'autres pays européens. Les auteurs, Cahuc et Carcillo (2010), croient que cette réforme n'a eu aucun impact indicatif sur les heures travaillées. En revanche, elle a bien eu un impact positif sur les heures supplémentaires déclarées par les salariés qualifiés, qui ont de larges possibilités de manipuler leur déclaration d'heures supplémentaires dans un but d'optimisation fiscale, car leur durée du travail est difficilement vérifiable.

Les différences de temps de travail

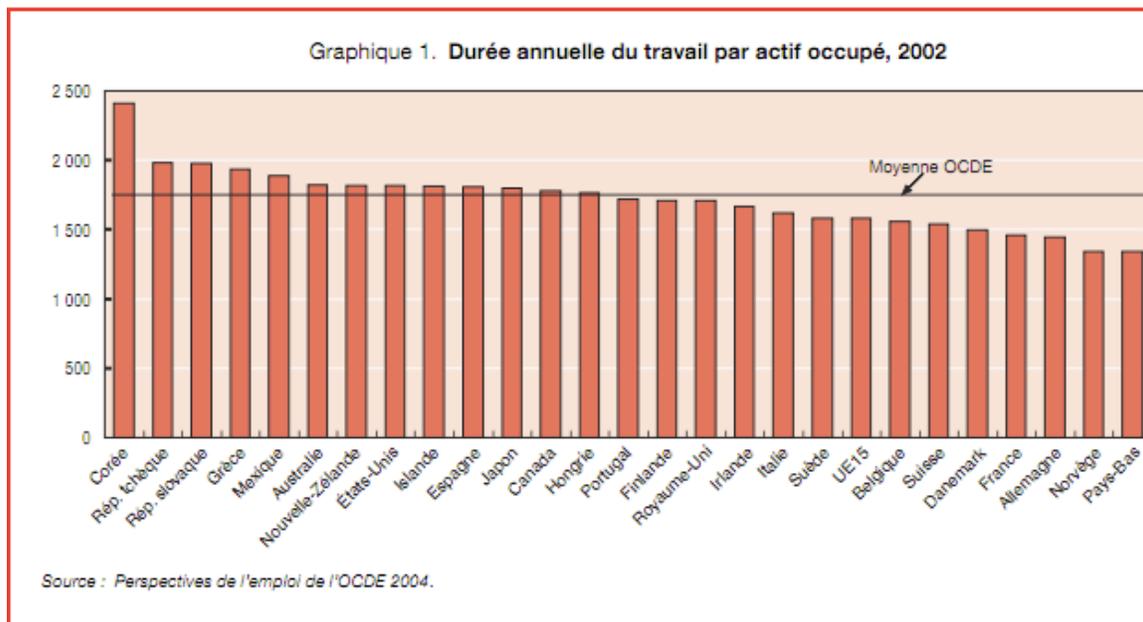
En France, le nombre de personnes occupant un emploi et le nombre de heures travaillées influe notablement la croissance économique. Les données de l'OCDE expliquent que le gouvernement en France doit ajouter des personnes à la vie active s'ils veulent préserver les niveaux de vie et financer la protection sociale (Swaim et Marianna,

2005). Une idée est d'augmenter le nombre de personnes âgées par rapport aux plus jeunes pour agrandir la population active en France. L'information de Swaim et Marianna donne des raisons de la productivité aux États-Unis et elle a confirmé l'importance du progrès de la technologie, mais a également révélé des informations sur le rôle du temps de travail. Notamment, Swaim et Marianna (2005) ont mentionné, « En fait, l'avantage substantiel des États-Unis en termes de PIB réel par habitant, en particulier par rapport aux économies européennes les plus avancées, s'explique bien plus par des différences dans le nombre de personnes qui travaillent et dans la durée du travail que par des écarts dans la production par heure travaillée ».



Tandis que les Américains travaillent plus en moyen, le niveau de productivité horaire est comparable. Plusieurs raisons expliquent que l'année de travail est plus longue aux États-Unis que dans les pays européens comparables. Dans le graphe en dessous, on

peut voir que la durée de l'année aux États-Unis était d'environ 1 800 heures et d'environ 1 450 heures en France en 2002. Selon les données de Swaim et Marianna (2005), le travailleur typique en Europe a beaucoup plus de congés payés par an (entre six et huit semaines) que le travailleur typique aux États-Unis et la semaine de travail en Europe est généralement plus courte. Cela est partiellement dû à la semaine de 35 heures en France, mais son effet est souvent atténué par l'augmentation des heures supplémentaires. De plus, la durée hebdomadaire moyenne du travail est plus courte en Europe qu'aux États-Unis à cause de la plus forte conséquence de l'emploi à temps partiel en France (OCDE, 2004).



Facteurs du temps de travail

Un facteur pour les différences de durée annuelle du travail par actif occupé pourrait être que la compensation d'heures de travail plus longs est généralement plus valorisante aux États-Unis. Spécifiquement, l'imposition élevée des revenus du travail en

France peut encourager le nombre de travailleurs à préférer une durée hebdomadaire de travail plus courte avec plus de jours de congé (Swaim et Marianna, 2005). En fait, la proportion de gains additionnels en France pour les travailleurs sera absorbée par l'imposition. Donc l'imposition forte en France montre comment les travailleurs américains ont l'avantage à travailler plus longtemps pour gagner plus, tandis que les Français sont plus enclins à sacrifier des gains potentiels au profit de leur temps de loisir.

Le Deuxième Chapitre

La réforme des retraites en France

Une autre réforme qui est plus récente que la réduction du temps du travail est la réforme du système des retraites en France. Le déficit actuel du système de retraite en France a incité un besoin pour des changements. L'allongement de la durée de la vie active et la réduction du montant des pensions sont deux grands éléments des réformes. Après un grand débat de la retraite en 2010, les données ont expliqué qu'« il y a un relèvement à 62 de 60 ans de l'âge minimum de liquidation » (Alix et Winsterstein, 2011). Particulièrement, cette décision était encouragée par le premier ministre François Fillon accélérer la mise en œuvre de la réforme des retraites ans. Fillon expliquait une importance de la réduction du déficit public et à préserver sa notation souveraine malgré le ralentissement économique.

La révision des retraites avait le soutien de Fillon, mais pendant les créations des lois les socialistes comme François Holland, n'étaient pas d'accord. Fillon a exprimé qu'« il faudra aller vers une fiscalité des entreprises commune à la France et à l'Allemagne, il faudra aller vers un temps de travail commun, il faudra aller vers un âge de retraite commun » (Alix et Winsterstein, 2011). Les données d'Alix et Winterstein

présentant qu'il y a quelques critiques de l'UMP et des syndicats socialistes qui croient que cette révision n'est rien d'autre que l'application mathématique d'une disposition de la loi Fillon de 2003. Comme le concept de « travailler plus, gagner plus », le gouvernement de Sarkozy a insisté la création d'une réforme, exigeant que les travailleurs restent au travail de deux années de plus. La réforme était considérée comme nécessaire pour sauver le système de pension de l'argent en France. Alors que la réforme allonge la carrière des gens, il peut aider une transformation pour une économie plus prospère.

Les règles et détails de la réforme

Quoique le gouvernement commence la réforme des retraites en 2010, des conséquences sont compliqués aujourd'hui. Le passage de l'âge légal à 62 ans est désormais prévu pour 2017 et non plus 2018 (Cheysson-Kaplan, 2011). La réforme des retraites a diminué la pension moyenne pour plusieurs personnes et il y a de nombreux retraités qui n'ont pas d'autres choix que de recouvrer une activité professionnelle. Les Français sont capables de reprendre une activité relevant d'un autre régime de retraite, mais ce cas n'est pas préférable pour la plupart des gens.

À cause de la réforme, les Français nés en 1952 vont devoir travailler 1 mois supplémentaire, et 2 mois supplémentaires pour les Français nés en 1953 (Cheysson-Kaplan, 2011). De plus, la génération née en 1954 va devoir travailler 3 mois de plus et 4 mois pour la génération née en 1955. D'autre part, Cheysson-Kaplan (2011) explique que « la réforme de 2010 prévoit que l'âge pour obtenir le taux plein passerait progressivement de 65 ans à 67 ans, selon le même calendrier que celui prévu pour le relèvement de l'âge minimum de la retraite ». Tandis que la durée d'assurance d'une retraite à taux plein continue à s'allonger, l'âge minimum pour les assurés de la

génération née en 1952 passe à 60 ans et 9 mois. Les détails de la réforme montrent comment des lois ont des conséquences sur énormes sur les revenus, mais aussi sur l'ensemble de l'âge d'une population. De plus, l'âge d'une population illustre la santé et le bien-être des familles qui sont affectées par la structure des retraites.

Les effets familiaux

Il y a des conséquences de la réforme sur les majorations familiales dans les régimes complémentaires qui créent les nouvelles règles pour les parents. Il y a un bonus pour les parents pour la durée de leurs carrières aussi longtemps que l'enfant ou les enfants sont à leur charge. Les familles ayant un ou plusieurs enfants à charge à la date de la liquidation de leur retraite ont le droit à une majoration de 5% de leur retraite (Cheysson-Kaplan, 2011). D'outre, il y a une majoration sans limitation pour les parents d'un enfant invalide. Ces majorations montrent la structure du gouvernement en France et leur société qui crée les aides à domicile pour réduire la fracture sociale. Avec un âge officiel de départ à la retraite bas et la seconde espérance de vie la plus élevée dans l'OCDE, les femmes françaises peuvent s'attendre à profiter de 26.5 années à la retraite, la quatrième plus longue période de l'OCDE (OCDE *Panorama de la société*, 2011). Pour les hommes français, ils peuvent s'attendre à vivre 21.8 années à la retraite, la troisième plus longue durée de l'OCDE (OCDE *Panorama de la société*, 2011). Les majorations présentent un autre côté des régulations de la réforme des retraites au sujet de la famille et le ménage. Ces majorations représentent que le gouvernement français trouve que la santé d'une famille est chose très importante de la culture en France et ça démontre une manière qui distingue la France de tous les autres pays.

Les liens entre le gouvernement, des règles et l'espérance de vie

L'importance des prestations sociales et familiales démontre comment le gouvernement français est certainement concerné avec le bien-être de leur société. Notamment, l'espérance de vie des Français en 2011 a été 81.1 ans à naissance et de 84.9 ans à l'âge 65 et ces numéros était plus grand que la moyenne de l'OCDE qui étaient 78.9 ans à naissance et 83.1 ans à l'âge 65 (OCDE, *Pensions at a Glance 2011*). Ces statistiques illustrent que le soutien fiscal du gouvernement français est lié de l'espérance de vie des Français et le bien-être de leur société. La France est une société qui présente un sens d'être « prospère » qui est différent du sens de mot aux États-Unis. Bien que les significations soient différentes, cela ne signifie pas que l'un d'eux sont considérées « meilleur ». Les mesures de « meilleur » et de la « richesse » sont entrelacées dans tous des aspects d'une analyse d'une culture et d'une économie et ils ont plus développées dans le quatrième chapitre de ma thèse.

De plus, François Fillon a créé des lois pour encourager une meilleure santé de la population française au même temps de réduire les déficits publics. Fillon a suggéré pour la mesure d'austérité une taxe sur les hauts revenus, une augmentation de 1.2% des prélèvements sociaux sur les revenus du capital, une modification de la taxation des plus values immobilières et plus de travail des heures supplémentaires (Mathiot, 2011). Parmi les mesures d'austérité annoncées par Fillon, il a proposé une augmentation des prix des sodas, de l'alcool et du tabac. Pour justifier cette mesure, outre le souci de réduction des déficits, le gouvernement met en avant le sujet de la santé et l'obésité.

Il y a d'autres facteurs de l'espérance de vie en France, comme la nourriture, le sommeil, la forme physique et l'activité en général pendant le temps libre. Une société en bonne santé génère des effets positifs supplémentaires de la vie de travail. Selon les

données de l'OCDE (2011), avec près de 2 enfants par femme, la France a le taux de fécondité le plus élevé des pays européens de l'OCDE et le 9ème de l'OCDE. La moyenne de l'OCDE est de 1.74 enfants par femme. De plus, les Français passent aussi le plus de temps à table à manger et à boire (en moyenne un peu plus de deux heures par jour), presque deux fois plus que les Américains. Mais les Français ne passent que 48 minutes par jour en moyenne à cuisiner, juste en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE, laissant du temps pour discuter lors de l'apéritif et le dessert (OCDE *Panorama de la société*, 2011). Ces comparaisons des sociétés illustrent les différences de la structure des économies et leurs liens sur la façon de vivre en France et aux Etats-Unis.

L'influence politique de Sarkozy : Les réformes de l'TVA et le semaine de travail

Les déficits financiers mondialement compliquent les processus décisionnels pour des gouvernements et présidents. Récemment, Sarkozy a annoncé des réformes censées diminuer le chômage et relancer l'économie française. Spécifiquement, il a créé une mesure d'une hausse de deux points de la contribution sociale généralisée sur les produits financiers qui permettra d'abaisser les cotisations sociales patronales (Reuters, 2012). Sarkozy a introduit cette mesure avec l'espérance d'améliorer la compétitivité des entreprises françaises. De plus, le président a implémente une augmentation en octobre de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) pour financer la protection sociale (Laurent, 2012). Encore, cette mesure impopulaire a génère des contestations publiques. Les objections contre la hausse de TVA montre la difficulté de formuler la structure d'une économie et leurs politiques parce que les politiques de TVA affectent la façon de vivre et survivre dans un monde compétitif.

La hausse de TVA est compliquée à cause de ces effets sur des charges patronales payées par les entreprises et donc, la structure de la salaire horaire et le temps travaillée d'une semaine. En 2007, Sarkozy avait fait campagne sur un slogan : "travailler plus pour gagner plus", et un programme qui visait à créer de la croissance (Laurent, 2012). De plus, Sarkozy a annoncé un plan pour renoncer à la semaine de travail de 35 heures (Crumley, 2007). Cinq ans après, Sarkozy qui promettait le "travailler plus pour gagner plus" pourrait proposer l'instauration d'un "travailler moins" pour préserver l'emploi. En général, Sarkozy a exprimé un besoin de libérer les forces de travail en France pour créer ce point de croissance pour résoudre des questions d'un déficit. Cette approche illustre des complications des idées de Sarkozy avec l'institutionnalisation la durée légale du travail de 35 heures.

Les effets de la puissance de Sarkozy

La loi qui devait "en finir avec les 35 heures" a donc eu un effet collatéral sur la population en France. L'écrivain Samuel Laurent (2012) a expliqué que les 35 heures ne sont pas neutres pour l'Etat en échange de leur mise en place, les entreprises bénéficient d'allègements de charge, rassemblés depuis 2007 sous le titre de "réduction Fillon". À cause de la réduction et des conséquences de cette loi, il y a quelques gens qui passent de quelques semaines du chômage partiel aux heures supplémentaires. Cette mouvement montre comment la puissance publique est un paradoxe et elle subventionne d'un côté la réduction du temps de travail, et de l'autre, un dispositif conçu pour en atténuer les effets(Laurent, 2012).

Quelques hypothèses pour des motivations de travailler moins ou plus

D'ailleurs, le sujet d'une semaine de travail de 35 heures est complexe en comparaison par rapport aux États-Unis. Les auteurs Bell et Freeman (2001) ont fait une analyse similaire sur les différences des heures travaillées en Allemagne et aux États-Unis, qui donne de l'aide de cette thèse. Bien que les situations financières soient différentes en France et en Allemagne, il y a des liens relatifs avec la distribution salariale. La différence de l'inégalité des revenus entre la France et les États-Unis est un facteur sérieux qui sous-tend la différence des heures travaillées entre les pays. Les statistiques de l'OCDE révèlent que les revenus américains sont distribués plus inégaux qu'en France et donc, Bell et Freeman (2001) a expliqué que « the same extra work pays off more in the US ... generating more hours worked ». Ceci explique une raison des nombreuses pourquoi les Américains exprimaient qu'ils veulent travailler plus d'heures que les Français.

De plus, la « hours-inequality » hypothèse exprimé par Bell et Freeman (2001) expose des opinions des travailleurs qui croient qu'une hausse d'heures travaillées peut aider une augmentation des promotions. Les études montrent que « greater hours worked raises the likelihood of promotions or perceived likelihood of promotions... these results are consistent with the argument that greater inequality generates additional hours worked » (Bell et Freeman, 2001). Toutefois, il y a une hypothèse contraire, le « human capital model » qui démontre comment le nombre d'heures travaillées devient un investissement des bénéfices futurs. On peut travailler plus si un patron ou le gouvernement offre des incitations ou encouragements monétaires. Aux États-Unis il y a l'exemple de « Earned Income Tax Credit » qui est une incitation monétaire pour les gens

à faibles revenus. L'argent supplémentaire fourni par le gouvernement donne l'aide financière à faibles revenus.

Les prestations sociales sont données afin de financer la consommation de biens et de services tels que le logement, la nourriture, des vêtements et ainsi de suite. L'imposition gouvernementale de la consommation de produits différents et les montants en jeu sont considérables. Par exemple, en France les recettes fiscales à valeur ajoutée sur la consommation d'électricité et de chauffage (gaz) sont élevées à environ 2.6 million d'euros, tandis que ceux sur la consommation d'eau étaient environ 1.7 million d'euros (OCDE, 2010). Ce qui veut dire qu'une imposition haute peut devenir une façon de l'aide sociale qui améliore l'ensemble d'une population.

Une comparaison d'exemples de l'aide gouvernementale en France et aux États-Unis

En France et aux États-Unis, le gouvernement et les employeurs offrent des motivations financières dans des façons différentes. L'imposition plus élevée en France qu'aux États-Unis diminue la valeur des salaires, mais les Français reçoivent des bénéfices dans des autres manières. En France, les travailleurs peuvent recevoir quelques types d'aide sociale comme des allocations familiales pour les enfants et des congés de maternité qui sont plus longues que le temps donné aux parents aux États-Unis. Selon des statistiques de l'OCDE (2011), la durée maximale du congé de maternité est une de 12 semaines aux États-Unis en comparaison avec 16 semaines (pour le première et deuxième enfant) et 26 semaines (pour le troisième enfant ou plus) en France. De plus, les mères en France peuvent obtenir 100% de leurs revenus ou €2,773 chaque mois (le maximum), mais aux États-Unis les versements du congé de maternité dépendent de chaque poste et

chaque employeur (OCDE *Family Database*, 2011). Les versements du congé de maternité au États-Unis sont souvent sans soldes.

Un autre indicateur social d'une économie est la mortalité infantile. En 2010 il y a eu 3 par 1000 mortalités infantiles en France et 6 par 1000 mortalités infantiles aux États-Unis (Political Risk Services, 2010). Ces nombres indiquent l'importance de la santé et de l'attention de bien-être en France. Le chiffre inférieur des mortalités infantiles en France suggère que le gouvernement français fournit plusieurs des aides familiales et sociales que le gouvernement américain. Le sujet de santé est complexe dont les Américains ont un taux de mortalité infantile plus haut que la France, pourtant les États-Unis ont la plus grande somme de dépenses publiques et privées de santé à 16% du PIB, ce qui est considérablement plus élevée que la moyenne de l'OCDE de 9% (OECD *Society at a Glance*, 2011).

De l'autre côté, l'imposition d'emploi est inférieure aux États-Unis et les travailleurs ont l'opportunité de vraiment « travailler plus pour gagner plus ». Le même travail supplémentaire aux États-Unis génère plus d'argent pour des travailleurs qu'en France. Quoique l'États-Unis ait plus grand écart entre les riches et les pauvres, le PIB en 2009 a été \$14,230 par habitant aux États-Unis et \$2,284 par habitant en France (Political Risk Services, 2010). Encore, la croissance du PIB a été 2.2% aux États-Unis et 1.2% en France en 2010 (Political Risk Services, 2010). Ces statistiques montrent deux pays qui concentrent leur d'argent et d'énergie sur des affaires de vie différentes. D'autres raisons comme l'importance de la culture et de la famille, le type de poste, des bénéfices (ou manques des bénéfices) et l'inégalité des revenus expliquent les différences de travail en France et aux États-Unis. Les effets des différentes modalités d'aménagement du temps

de travail sur l'emploi, le revenu et la vie de famille seront des éléments clés à prendre en compte dans l'analyse de la France et les États-Unis.

Le Troisième Chapitre

Les avis de Pascal Baudry : Une comparaison des cultures française et américaine

La France et les États-Unis ont des pratiques et des logiques différentes dans leurs institutions financières, gouvernementales et aussi, familiales. Pascal Baudry (2004) a une analyse des cultures américaine et française. Baudry suggère que la formation d'une culture commence avec des rapports entre les parents et les enfants. Les rapports familiales et culturels affectent les normes sociales en France et aux États-Unis. En particulière, Baudry (2004) examine que la France a une culture implicite et les États-Unis a une culture explicite. La culture aux États-Unis est considérée binaire et les solutions des problèmes sont « noires et blanches ». Au contraire, il y a plusieurs solutions des obstacles en France qui sont créatives « à l'extérieur de la boîte ».

Baudry explique que la France a une culture de critique et les États-Unis présentent une culture positive. La culture américaine est considérée positive et les Américains croient que chaque personne peut prospérer avec les rapports « win-win » parmi les affaires commerciales. Les Américains travaillent de jours longs, et en général, il y a une phrase qui décrit les deux cultures de travail, « les Américains vivent pour travailler et les Français travailler pour vivre ». Ce qui veut dire que les Américains passent la plupart de leurs semaines en travaillant et les Français passent une semaine avec combinaison de travail et de temps du loisir. De plus, les Français passent beaucoup de temps libres avec les grand repas avec leur famille et souvent les Américains passent de temps libre en faisant du shopping aux centres commerciaux. Par exemple, une famille

typique en France peut faire les courses pour un grand repas de qualité et une famille typique aux États-Unis peut passer de temps en achetant des vêtements. Ces exemples illustrent la concentration sur le minimalisme en France et le matérialisme aux États-Unis. Les concentrations séparées (le minimalisme en France et le matérialisme aux États-Unis) ont des liens avec la structure de l'économie en France et aux États-Unis qui créent des différences de la valeur d'un type d'argent. L'accumulation de l'argent aux États-Unis est souvent considérée comme un but d'acheter une grande maison, une voiture chère, un nouvel bateau ou une abondance des provisions pour un mois. La culture en France représente des idées de qualité et valeur et la culture aux États-Unis représente des idées de quantité, des matérialistes et de consommation de masse.

Les rapports du minimalisme et du matérialisme avec la culture et le temps libre

Au contraire, les Français ne se sentent pas de besoin d'avoir des grandes maisons, ce n'est pas une norme dans la culture française et ils se soucient du bien-être des autres, des repas avec la nourriture de vraie qualité et des vacances passées avec leur famille. L'importance de temps passé avec des membres de famille a des effets qui influencent du comportement et de l'opinion sur la culture. De plus, l'espérance de vie a augmenté et donc, la présence des parents et grands-parents a agrandi dans des vies des enfants. Le temps libre a devenu plus important parce que « Avant, on perdait ses parents vers 40 ans, maintenant, à 63 ans. Ce qui veut dire que l'on vit avec le regard de ses parents jusqu'à la retraite » (Drouzy et Vallaeys, 2012). Selon les idées de Baudry, les parents prennent beaucoup de temps en développant le caractère de leurs enfants. Notamment, l'investissement sur la famille et l'individu effet des normes sociales. La signifiante du bien-être, de santé et d'assistance sociale ont une influence sur les attitudes

de leur culture. Par exemple, 40% des emplois consistent à s'occuper du corps des autres en France (Drouzy et Vallaeys, 2012). Les Français ont un model social d'éduquer, soigner, et divertir. Ce qui révèle le temps investi sur l'individu qui devient productif.

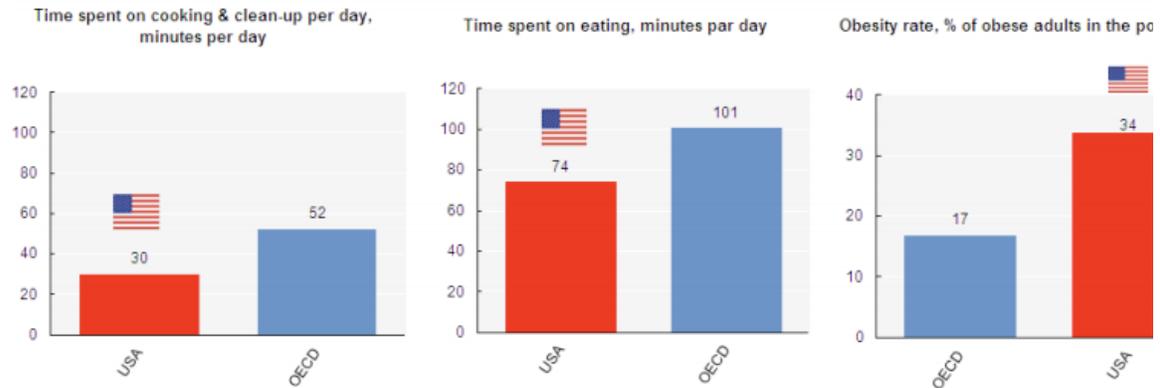
Les auteurs Fabrice Drouzy et Béatrice Vallaeys reflètent sur les liens de loisir, de travail et les façons de vivre. Comme ma thèse, Drouzy et Vallaeys (2012) examine le temps libre, l'espérance de vie, les vacances, les modes de vie et les transformations de la société. Quoique chaque culture d'un pays soit différente et complexe, en général « la société est vraiment bâtie sur deux piliers, le monde du travail et le monde du temps libre (Drouzy et Vallaeys, 2012). Les sociétés du monde ont changés et l'importance du temps libre a augmenté. La vie privée, la vie de famille, et la vie amoureuse ont pris une place énorme dans la société aujourd'hui.

Le temps libre et le loisir sont liée au bien-être et bonheur d'une population. La plupart de ma thèse examine le travail, les politiques, les statistiques et le gouvernement, mais le bonheur est une chose centrale d'une société. Selon les données de la population française, les trois quarts d'entre eux déclarent être heureux, satisfaits de leur travail et de leur vie en France (Drouzy et Vallaeys, 2012). Les Français démontrent comment des gens peuvent être heureux en étant très modestes. Certains gens sont contents parce qu'ils ont une maison, une piscine ou une voiture (plus souvent les Américains), mais les situations varient. Il y a des riches et des pauvres en France et aux États-Unis. Ce qui veut dire que la société est fait de niches avec des complexités.

Les minimalistes et les matérialistes sont des gens qui utilisent de l'argent pour des affaires différentes et ces façons de vivre ont des conséquences. Les Français passent environ 48 minutes par jour en moyenne à cuisiner et les américains passent juste 30

minutes par jour à cuisiner, ce qui est la plus court période de temps dans la zone OCDE (OECD *Panorama de la société, 2011*). D'ailleurs, les Américains passent une 1 heure et 14 minutes par jour à manger et ce chiffre est le troisième le plus bas dans les pays de l'OCDE.

Ces nombres indiquent que les Américains achètent souvent des aliments de la préparation et ne passent pas beaucoup de temps à la table avec la famille. Le plus grand nombre d'heures travaillées aux États-Unis indique que le long jour de travail ne donne pas beaucoup de temps libre ou le temps pour des activités du loisir. Le manque de temps libres aux États-Unis diminue l'opportunité d'avoir un repas sur la table pendant longtemps. Le consommation massive du fast-food explique un peu pourquoi un tiers des Américains sont obèses. (Selon les données de l'OCDE en 2011, la représentation graphique montre le temps passé à cuisiner, à manger et le taux d'obésité aux États-Unis). L'une des conséquences de l'évolution des modes de vie (comme l'idée « travailler plus pour gagner plus) et des alimentaires a été une augmentation de l'obésité et des maladies. Une mauvaise alimentation augmente l'incidence des maladies chroniques et les maladies non transmissibles, en particulier des maladies cardiovasculaires (OECD *Panorama de la société, 2011*). Une manque de consommation de fruits et légumes, ayant une mauvaise alimentation et un manque d'exercice physique sont associées aux maladies non transmissibles et comme des précurseurs d'obésité.



En France, les dépenses de protection sociale ont une grande importance et effet de leur économie. Les inégalités de revenus et la pauvreté sont plus faibles en France que la moyenne OCDE, partiellement grâce aux dépenses de protection sociale.

Spécifiquement, les dépenses de protection sociale sont les plus élevées de la zone OCDE, représentant 28% du PIB, contre une moyenne OCDE de 19% (OECD *Panorama de la société*, 2011). Les études de la main d'œuvre présentent des indicateurs sociaux, économiques et internationaux qui soulignent les relations entre la culture et l'économie.

En France, les problèmes d'obésité restent inférieurs au taux d'obésité moyen de l'OCDE. La bonne santé en France est impressionnante, car il y a une augmentation récente d'obésité dans les pays de l'OCDE. Le temps de latence entre l'apparition de l'obésité et l'accroissement des maladies chroniques comme le diabète et les maladies cardiovasculaires qui sont liées à penser que la forte augmentation de la population obèse dans la plupart des pays de l'OCDE aura, pendant l'avenir, des implications considérables en termes de santé et de dépenses de santé. Un exemple est le taux de la fertilité en France qui est plus élevé qu'aux États-Unis, néanmoins les États-Unis ont le revenu de ménage le plus élevé de l'OCDE après des impôts et des prestations (OECD *Panorama de la société*, 2011). Bien que les chiffres illustrent de grands revenus pour les

Américains, ils ont aussi le quatrième la plus haute d'inégalité des revenus et le taux de la pauvreté. De plus, la formulation des règles et des décisions financières ont de l'influence sur la structure d'une économie et la structure de travail qui affectent de temps libre, du loisir et la vie des travailleurs.

La structure du gouvernement français

Comme dans d'autres pays de l'OCDE, plusieurs débats aux États-Unis sont centrés sur les coûts économiques des avantages sociaux et la difficulté d'équilibrer les deux. Le caractère et le soutien public sont caractéristiques du processus de formulation des politiques aux États-Unis. Les gouvernements des 50 États disposent de pouvoir juridique et réglementaire dans leurs domaines de compétence, soit tous les domaines qui ne sont pas expressément régis par la législation fédérale, et ils peuvent déléguer des personnes à des gouvernements régionaux, locaux ou municipaux (OCDE La réforme de la réglementation aux États-Unis, 1999). Les interactions entre les pouvoirs réglementaires fédéraux et ceux des États sont en flux continu, avec une concentration dans certains domaines, et une décentralisation dans d'autres. Toutefois, des critiques de l'OCDE (1999) aux États-Unis croient qu'il existe un mouvement de centralisation des pouvoirs réglementaires au niveau fédéral. Les interactions entre les États et les gouvernements sont toujours complexes et parfois il est difficile d'établir une cohérence dans la réglementation aux États-Unis.

Comme dans tout autre pays, la culture juridique et administrative est le reflet des valeurs qui sous-tendent l'organisation de l'État, des marchés, et de la société.

L'administration aux États-Unis agit dans un environnement où gouvernement le juridisme et la confrontation, et qui est fondé sur l'ouverture et la transparence des prises de

décisions (OCDE, 1999). Les Américains ont une stricte séparation entre l'action privée et l'action publique, et une neutralité compétitive entre les acteurs du marché (PRS, 2010). Le Congrès, le « Congressional Budget Office », le président, le gouvernement fédéral, le chef du gouvernement fédéral, Ben Bernanke et plusieurs membres du gouvernement aux États-Unis formulent des politiques et prises de décisions économique en essayant d'être des régulateurs de l'environnement financière et économique (OCDE La réforme de la réglementation aux États-Unis, 1999). Le rôle principal de Bernanke est de maintenir la politique monétaire et la réglementation des banques.

Le chef du système monétaire surveille le système de paiement, des services bancaires internationaux, réglemente le crédit de la consommation et il contrôle l'achat ou le report de titres gouvernementaux. Les décisions de Bernanke n'ont pas besoin de l'approbation du président des États-Unis, mais le Congrès peut modifier les règles. Il y a beaucoup d'opérations du marché qui ne peuvent pas être contrôlées par des règles ou des personnes, mais Ben Bernanke essaie créer des approches et des instruments financiers pour confronter l'état de l'économie américaine. La structure de la régulation financière en France a des similarités que la structure aux États-Unis, en particulier le ministre de finances du passé en France, Christine Lagarde, a du pouvoir comparable au pouvoir de Bernanke et ils travaillent ensemble avec quelques politiques. Le travail et le succès de Lagarde pendant son temps du ministre de finances a montré qu'elle peut remplir le rôle de chef de l'IMF (Bureau, 2011). Par exemple, Lagarde et Bernanke avaient des rôles grands au cours de la crise économique récente et tous des gouvernements comptaient sur Bernanke et Lagarde pour des résolutions. De plus, Bernanke et Lagarde ont été dans un « Special Report » intitulée « The Foreign Policy

Top 100 Global Thinkers » qui a montré les gens qui sont considérées les plus importants en matière de politique étrangère et les gens qui créaient de politique efficace (Bureau, 2011). Bernanke a été en la dixième place et Lagarde a été en la quinzième place (de 100 !!). Cependant Lagarde n'est pas le ministre de finances maintenant, l'article de politique étrangère a mentionné son travail et illustre pourquoi Lagarde est un fort membre de l'IMF aujourd'hui:

« Lagarde upstaged headliner Ben Bernanke with a dead-eyed *tour d'horizon* of global economic misery that included many pointed jabs at the European financial leaders... Lagarde was out to prove -- and surely did so -- that she was no eurocrat, warning that unless Europe figured out how to urgently recapitalize its banks, contain the contagion of its most debt-heavy sovereign balance sheets, and, dauntingly, come up with "a common vision for its future," then the "serious flaws in the architecture of the eurozone" would "threaten the sustainability of the entire economy...Lagarde certainly came out swinging, and in a way that suggests some optimism for the future of what has become arguably the world's most important financial institution » (Bureau, 2011).

L'extrait montre que Lagarde avait une présence important pour l'économie française qui a besoin de formuler des nouveaux changements. D'outre, l'extrait expose la signifiante que le ministre de finances et le chef de « The Federal Reserve », Lagarde et Bernanke, ont sur l'état d'une économie d'un pays.

Au sujet de la crise économique mondiale (qui affecte l'ensemble d'une économie et donc la culture d'un pays), une donnée de l'« Economic Times » a déclaré que « Ben Bernanke is usually looked up to by everyone as the man who can fix everything and anything. So, whether he twists, turns or does the salsa, hapless market traders look to him for direction. On Thursday, Bernanke triggered a global market meltdown by officially accepting what Christine Lagarde of the IMF said last week — that the world economy is entering a seriously "dangerous" phase » (Sudeshna, 2011). L'extrait illustre que l'état d'une économie est déterminé par de l'influence et des règles qui sont créés par

les personnes principales, Bernanke et Lagarde, qui ont des responsabilités énormes. En général, le chef de l'IMF et du système monétaire en France et aux États-Unis ont des positions sérieuses qui affectent les règles financière et en conséquence, la vie de travail pour les citoyens en France et aux États-Unis.

Des réformes importantes ont été apportées au système de gouvernance réglementaire en France au cours des 20 dernières années. Comme d'autres pays, la France se trouve confrontée au défi du vieillissement et au même temps l'issue de chômage (Political Risk Services, 2010). Si les réformes nécessaires pour relever ces défis ont commencé à être mises en chantier, autres plans d'ajustement continuent d'être annoncé par les politiciens pour soutenir les progrès de l'économie en France. Quelques données de « *Le Monde* » a des économistes qui exprimaient un besoin d'adopter des orientations stratégiques plus claires et de gagner en cohérence en liant les idées de Sarkozy, du marché du travail et du système de gouvernance. Ce qui veut dire que la puissance et les politiques de Sarkozy ont des grandes conséquences sur le travail, les lois et donc, l'ensemble de la culture française.

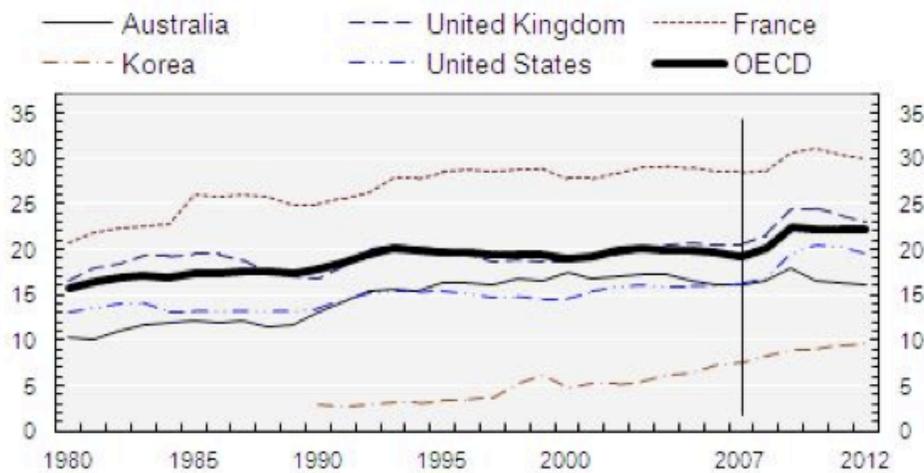
Les prévisions de croissance pour la France crée par « Political Risk Services 2010 » a évalué le rôle de Sarkozy avec la développement économique dans plusieurs données. L'analyse commence avec cette passage, « Weakening support for Nicolas Sarkozy's régime has reduced the likelihood of his center-right coalition remaining in power throughout the five-year forecast period... » (Political Risk Services, 2010). Sarkozy a changé les positions des gens du gouvernement de l'UMP, ce qui n'avait pas reçu des opinions positives. Le manque de soutien en l'UMP a produit des

soucis au sujet des réformes des pensions et des retraites. L'érosion de soutien publique montre le risque que Sarkozy se trouve face aux annonces des réformes.

Les dépenses de santé par rapport au PIB

Public social spending in selected OECD countries, in percentage of GDP, 1980-2012

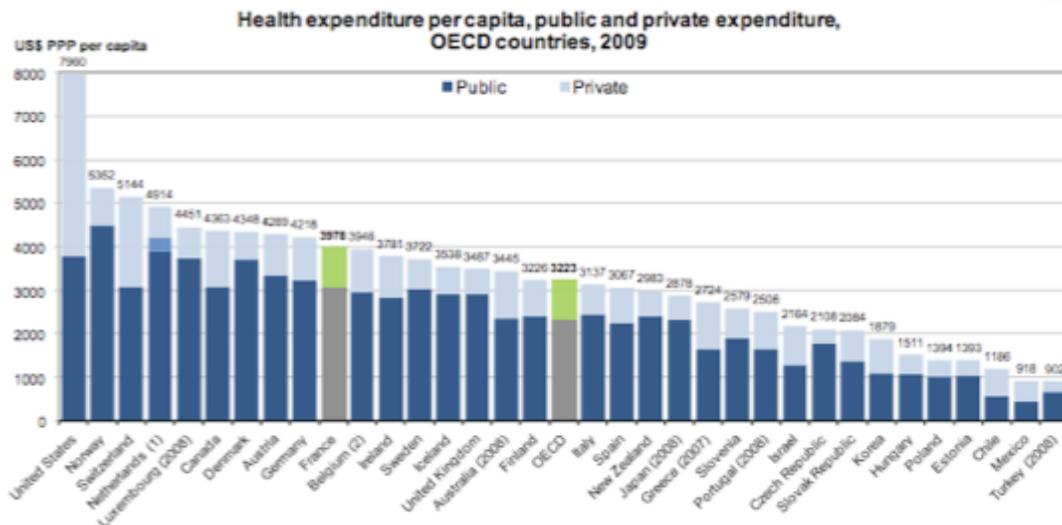
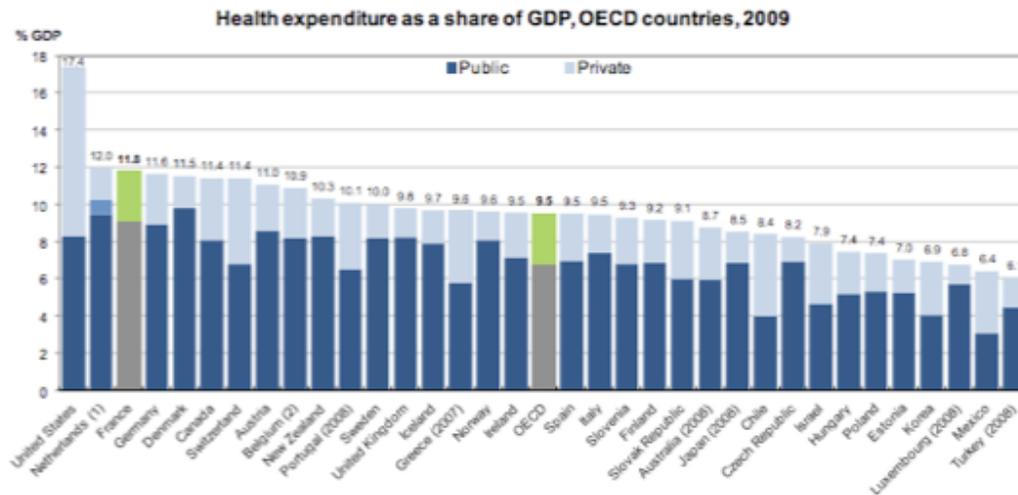
Social spending aggregates based on detailed data for 1980-2007; aggregate spending projections for 2008-2012



La moyenne des dépenses publiques comme un pourcentage du PIB a augmenté pendant la décennie passée. Selon les données de l'OCDE en 2011, les analystes examinent la période des années 1980 à 2012 et la portion des dépenses de retraite publiques est 6.4% du PIB et la portion des dépenses de santé publique est 5.8% du PIB, desquelles sont les plus grandes types de dépenses sociales (Adema, Fron et Ladaique, 2011).

Il y a beaucoup d'analyses qui examinent le PIB des pays en comparant la « richesse » d'un pays, mais ma thèse examine la portion des dépenses de santé du PIB en France et aux États-Unis en présentant leur mesure de « fortune ». Cette thèse analyse des dépenses de santé parce qu'ils reflètent la structure et la disposition d'une culture. L'état

de santé d'un pays peut représenter leur sens de richesse. En France, les dépenses de santé totales représentaient 11.8% du PIB en 2009, soit 2.3 points de pourcentage de plus que la moyenne des pays de l'OCDE (9.5%). En termes de dépenses de santé par rapport au PIB, la France occupe le troisième rang, après les États-Unis (17.4%) et les Pays-Bas (12.0%) (L'OCDE, 2011). Encore, la France se situe aussi au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE en termes de dépenses de santé par habitant, avec des dépenses de \$3,978, par rapport à une moyenne de \$3,223 pour l'ensemble des pays de l'OCDE.



Quoique la France soit au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE en termes de dépenses de santé, la même comparaison avec les États-Unis est intéressante. Selon la base de données de l'OCDE sur la santé en 2011, les dépenses de santé par habitant en France restent cependant la moitié qu'aux États-Unis qui dépensent \$7,960 par habitant. Ces statistiques sont captivantes, car la France ont des dépenses inférieures que les États-Unis, mais la France a une espérance de vie plus forte que les États-Unis. Cette situation montre la complexité de la relation entre les frais de santé et leurs effets. Une explication est liée au pourcentage des frais publics. Les dépenses sont liées aux budgets de santé et affectent l'ensemble de l'économie.

Le financement public représente la principale source de financement des dépenses de santé dans tous les pays de l'OCDE, à l'exception des États-Unis (OCDE, 2011). Ce fait explique partiellement pourquoi la France a une meilleure espérance de vie et pourtant la France a une moitié des dépenses de santé que les États-Unis. Grâce au grand pourcentage de dépenses de santé du PIB, la population française reçoit des avantages globaux.

Dans une certaine mesure les ratios relativement faibles de dépenses sociales au PIB aux États-Unis sont liés aux niveaux des impôts indirects qui sont inférieurs que les impôts directs en France. Néanmoins, la France est un pays reconnu pour avoir des dépenses sociales qui sont généreuses et des impôts élevés relatifs qu'aux États-Unis. Les dépenses sociales peuvent être financées par un niveau haut d'imposition. Cette comparaison montre les concessions mutuelles entre des dépenses sociales et de l'imposition. L'imposition haute en France limite des bénéfices de revenus et ça montre pourquoi l'éventail de revenus américains peut être plus grand qu'en France.

Notamment, l'imposition élevée en France facilite des recettes fiscales et plusieurs types d'assistance sociale qui n'existent pas en autre pays. Les vacances de travail, le congé de maternité, et les prestations familiales d'enfants sont quelques formes d'assistance sociale qui ne sont pas en autres pays de l'OCDE. Par exemple, la valeur du soutien aux enfants en France par le nom « quotient familial » a été environ 11.5 billion de dollars en 2007, illustrant comment le soutien financière et les crédits d'impôt sont des facteurs importants à la vie des gens (Adema, Fron et Ladaique, 2011).

Les dépenses de santé créent des améliorations avec les conditions de vie, les interventions de santé publique et le progrès dans les soins médicaux. En France, 77.9% des dépenses de santé sont financées par des fonds publics, un niveau plus élevé que 71.7%, la moyenne des pays de l'OCDE (OCDE, 2011). D'ailleurs, les dépenses publiques, les coûts des soins de santé et l'espérance de vie sont des facteurs qui fonctionnent essentiellement comme un cycle. J'imagine le cycle de la manière suivante: Les coûts des soins de santé créent un meilleur état de santé pour des gens >> de plus petite de l'incidence de maladie crée un meilleur taux de l'espérance de vie >> une espérance de vie forte exige moins de dépenses de santé. De plus, le cycle continue avec des effets sur le temps libre : quand un individu a la bonne santé il peut prendre l'avantage de temps libre >> et ça contribue au bonheur >> de plus de bonheur réduit des dépenses de santé.

Les liens du bien-être et des dépenses de santé

Ce « cycle » de santé, dépenses publiques et du bien-être a plusieurs avantages pour la culture d'un pays. Ces frais élevés de soins de santé sont liés à l'action préventive médicale et à l'augmentation de la technologie médicale moderne. L'innovation de la

technologie de médecine moderne améliore la vie de la population actuelle et de l'avenir. La diffusion des technologies médicales modernes est l'un des facteurs principaux de santé en France et aux États-Unis. La technologie guérit et prévient des maladies des gens et donc, le besoin de dépenses de santé diminue avec les moins des malades. L'innovation de technologie est un autre exemple qui montre pourquoi les dépenses de santé sont moins en France qu'aux États-Unis au même temps que l'état de santé et l'espérance de vie en France sont plus forts qu'aux États-Unis.

Comme mentionné dans les paragraphes précédents, le fait que les dépenses de santé par habitant en France restent une moitié moindres qu'aux États-Unis a des liens de santé de la population. Les maladies chroniques ont des rapports proches avec les coûts de santé et l'incidence accrue des facteurs de risque élevé d'obésité et de mortalité (Fulponi, 2010). Selon les données de Fulponi (2010), les maladies cardiovasculaires sont également la principale cause de mortalité aux États-Unis, où les coûts directs et indirects de ces maladies sont colossaux. Les coûts directs correspondent aux dépenses de santé, tandis que les coûts indirects renvoient aux pertes de productivité/de revenu dues à la morbidité et à la mortalité.

Aux États-Unis, le coût total des maladies cardiovasculaires est estimé à environ 351.8 millions de dollars, dont 209.3 millions de dollars pour les dépenses directes de santé et 142.5 millions de dollars pour les dépenses indirectes dues aux pertes de productivité (Fulponi, 2010). Dans l'ensemble, les coûts directs et indirects dans la plupart des pays de l'OCDE associés à l'incidence grandissante des maladies chroniques prennent désormais une large place dans les budgets de la santé et les finances publiques. La structure des budgets financiers des pays montre la complexité en décidant des

allocations pour distribuer les fonds. Cette analyse illustre les effets d'allocation de l'argent du gouvernement français et du gouvernement américain. L'allocation de l'argent a des conséquences pour la santé, l'espérance de vie, la mortalité, l'assistance sociale, la culture ensemble et donc, l'allocation de l'argent est une chose principale de l'état d'une économie. Les décisions des gens politiques d'une économie sont entrelacées avec la vie des habitants et la culture d'un pays.

Le Quatrième Chapitre

La santé d'un pays : Les campagnes de nourriture

Comme mentionné ci-dessus, le temps passé au repas familial affecte la culture et donc, la santé d'un pays. Le gouvernement en France disperse beaucoup d'argent et d'énergie en améliorant le bien-être des habitants. Notamment, les dépenses alimentaires et les campagnes de nourriture dans l'OCDE démontrent comment des pays distribuent d'argent. Les campagnes de sensibilisation visant à promouvoir une alimentation saine et de la consommation de fruits et légumes sont fréquemment au centre du sujet de la santé d'un pays. De plus, l'allocation d'argent illustre des caractéristiques de l'économie d'un pays.

Dans l'OCDE, la France est reconnue pour leurs campagnes de nourriture. En France, le ministère de l'Agriculture et de la Pêche participe activement au Programme National Nutrition-Santé (PNNS) (Fulponi, 2010). Les efforts du PNNS se concentrent informer les consommateurs et de les aider à faire de meilleurs choix alimentaires, non seulement par l'élaboration de guides alimentaires, mais aussi par des campagnes dans les médias. Les initiatives prises par les gouvernements et pouvoirs publics pour aider les

consommateurs à faire les bons choix alimentaires montrent une progression sociale vers l'utilisation de l'argent pour une population de bonne santé.

Selon les données de Linda Fulponi, les campagnes ont les objectifs tels que augmenter la consommation de fruits et légumes, « ramener à moins de 35 % la proportion de lipides dans les apports énergétiques journaliers, accroître la consommation de glucides afin qu'ils contribuent à plus de 50 % des apports énergétiques journaliers en augmentant de 50 % la consommation de fibres » (Fulponi, 2010). Ces mesures révèlent comment les Français prennent des actions en améliorant leur culture et société.

L'allocation d'argent pour des campagnes de nourriture illustre l'importance de bonne santé. Souvent, les économistes examinent le PIB (ce qui est une chose importante), mais le PIB n'est pas important si un pays ne dépense pas d'une portion d'argent au futur de leur santé et l'espérance de vie.

Les interprétations des atouts en France et aux États-Unis

La France et les États-Unis démontrent comment des pays différents utilisent d'argent dans des façons diverses à cause de leurs interprétations du mot « atouts ». Le mot « atouts » a une variété des sens. Souvent aux États-Unis, des atouts peuvent être une maison, une voiture, une piscine, des vêtements chers et plusieurs choses qui ont une valeur liée d'argent. Les auteurs Drouzy et Vallaeys (2012) identifient l'état du surendettement en France, cependant ils croient que l'identité, l'humanité, l'homme, et la nature, sont des atouts énormes en France.

Cette analyse montre la capacité d'accepter des cultures et types d' « atouts » différents. Ma thèse illustre l'importance en faisant une analyse complexe avant de formuler une opinion de l'état d'économie d'un pays. De plus, cette thèse donne une

étude qui établit des liens proches entre la culture et l'économie. Une critique d'une économie d'un pays n'est pas possible sans des liens à la culture, et j'ai appris ça pendant la recherche de ma thèse. Une comparaison de l'économie française et l'économie américaine n'a pas de besoin d'une conclusion qui répond à la question de « Qui est le meilleur pays? ». En comparant la France et les États-Unis, Drouzy et Vallaeys (2012) croient que « Quant aux Américains, ils travaillent 30% de plus que nous et polluent 40 ou 50% de plus que nous. Ils produisent plus, OK... Ils ont un autre mode de vie. Est-ce le modèle que l'on doit imiter ? Certainement pas ». Ce qui veut dire que la France et les États-Unis ont des modes de vie différents qui reflètent leurs principales économiques, sociales et culturelles. Ma thèse illustre la signifiante d'analyser non seulement le PIB d'un pays, mais tous les facteurs qui forment la culture d'un pays.

La Bibliographie

- Adema, Willem, Fron, Pauline et Maxime Ladaïque. « Is the European Welfare State Really More Expensive ? Indicators on Social Spending, 1980-2012 » *OECD Social, Employment and Migration Working Papers* (2011) : 1-131. Papier.
- Alix, Christophe et Winterstein, Anna. « Réforme des retraites : la « double peine ». *Libération* Mercredi Juillet 2011. En ligne.
- Baudry, Pascal. *Français et Américains : L'autre Rive*. Paris : Pearson Education, 2004. Print.
- Bell, Linda A, and Freeman, Richard B. « The Incentive for Working Hard : Explaining Hours worked differences in the U.S. and Germany ». *Labour Economics* (2001) : 181-202. Print.
- Blanchard, Olivier. « European Uneemployment : The Evolution of Facts and Ideas ». *Economic Policy* (2006) : 5-59. En ligne.
- Bureau, Martin. « The FP Top 100 Global Thinkers ». *Foreign Policy* décembre 2011. En ligne.
- Cahuc, Pierre et Carcillo, Stéphane. « La défiscalisation des heures supplémentaires : les enseignements de l'expérience française ».
- Cette, Gilbert . « Productivité et Croissance en Europe et Aux Etats-Unis ». *La Découverte* (2007) : 122. Print.
- Cheysson-Kaplan, Nathalie. « Retraite : toutes les conséquences du passage de l'âge légal à 62 ans dès 2017 ». *Capital.fr* Jeudi Août 2011. En ligne.
- Cross, Gary S. « The Quest for Leisure : Reassessing the Eight-Hour Day in France ». *Journal of Social History* (1984) : 195-216. Print.
- Crumley, Bruce. « Sarkozy Wants to Change Work Rules ». *TIMEWorld* Friday November 2007. En ligne.
- Darwin. « Le PIB ». *JeanneEmard.wordpress.com* mardi juin 2011. En ligne.
- Dormois, Jean-Pierre. *The French Economy in the Twentieth Century*. New York : Cambridge University Press, 2004. En ligne.
- Drouzy, Fabrice et Vallaëys, Béatrice. « En France : La ballade des gens heureux ». *Capital.fr* lundi février 2012.
- Estevao, Marcello et Sa, Filipa. « The 35-hour Workweek in France : Straightjacket or Welfare Improvement ? ». *Economic Policy* (2008) : 417-463.

- Fulponi, Linda. « Initiatives des pouvoirs publics concernant l'alimentation, la santé et la nutrition » Éditions OCDE (2010) : 2-46. Papier.
- Gopnik, Adam. *The Table comes First : Family, France, and the Meaning of Food*. New York : Random House, Inc., 2011. Print.
- Kierzenkowski, Rafal. « The Challenge of Restoring French Competitiveness ». *Organisation de Coopération et de Développement Économiques* (2009) : 1-44. En ligne.
- Laurent, Samuel. « Travailler Moins pour Préserver L'emploi, Nouveau Credo L'exécutif ? » . *Le Monde* mercredi janvier 2012. En ligne.
- Lefranc, Arnaud. « Salaires Relatifs et Chômage : Une analyse comparative France/États-Unis » . *Revue Economique* (1997) : 1041-1060.
- Leibfritz, Willi et O'Brien, Paul. « The French Tax System : Main Characteristics, Récent Developments and some Sonsidérations for Reform ». *Organisation de Coopération et de Développement Economiques* (2005) : 1-42.
- Martin, John, Durand, Martine et Saint-Martin, Anne. « La réduction du temps de travail : Une comparaison de la politique des « 35 heures » avec les politiques d'autres pays membres de l'OCDE ». *Audition OCDE Assemblée Nationale* (2003) : 1-7. En papier.
- OCDE. « Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent ». *NOTE-PAYS-France* (2011) : 1-2.
- OCDE. « La réforme de la réglementation aux États-Unis ». *La capacité du gouvernement à produire des réglementations de grande qualité* (1999) : 3-71. En papier.
- OECD. « Family Database : Key Characteristics of Parental Leave Systems ». *Social Policy Division : Directorate of Employment, Labour and Social Affairs* (2011) : 1-14.
- Policy Risk Services. *Country Forecasts*. Syracuse, N.Y. : Frost & Sullivan, Inc, 2010.
- Reuters. « Dernière salve de réformes pour un Sarkozy presque candidat ». *Le Capital* lundi Janvier 2012. En Ligne.
- Sudeshna, Sen. « Bad Times to Come, No Choices, says Bernanke ». *Economic Times* lundi septembre 2011. En ligne.
- Swaim, Paul et Marianna, Pascal. « Différentes facettes du temps de travail : évolution récent du temps de travail ». *Base de données sur les synthèses* (2005) : 1-8. En ligne.